C-3
Catalogue 11-002F (English 11-002E) ISSN 0380-0563

I·N·F·O·M·A·T

REVUE HEBDOMADAIRE

Le vendredi 24 juillet 1992

APERÇU

Baisse des investissements des non-résidents en valeurs mobilières canadiennes

En mai, les non-résidents ont acheté des valeurs mobilières canadiennes d'une valeur nette de 1,6 milliard de dollars, ce qui représente moins de la moitié de la moyenne mensuelle des trois mois précédents.

L'excédent commercial du Canada s'accroît

À la suite d'une baisse considérable des importations et d'un léger accroissement des exportations, l'excédent commercial du Canada s'est accru de 540 millions de dollars en mai.

Ventes des grossistes toujours en hausse

Après avoir augmenté de 0,8 % en mars et de 0,5 % en avril, la valeur désaisonnalisée des ventes des grossistes s'est accrue de 1,1 % en mai, pour s'élever à 15,6 milliards de dollars.

Baisse des ventes au détail

La valeur désaisonnalisée des ventes au détail atteignait 15,1 milliards de dollars en mai, ce qui représente une baisse de 0,7 % par rapport au mois précédent.

Dépenses en immobilisations plus faibles que prévu

Les dépenses en nouvelles immobilisations devraient totaliser 126,5 milliards de dollars en 1992, ce qui représente une baisse de 3,6 % par rapport aux montants d'abord prévus.

Baisse des livraisons manufacturières et des nouvelles commandes

La valeur des livraisons des fabricants a diminué de 0,5 % en mai, pour passer à 23,0 milliards de dollars. La valeur des nouvelles commandes et celle des commandes en carnet ont diminué respectivement de 2,4 % et de 2,3 %.

L'IPC enregistre sa plus faible augmentation en 30 ans

L'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) pour le Canada (1986 = 100) est monté à 128,1 en juin, ce qui représente une augmentation de 1,1 % par rapport à juin 1991.

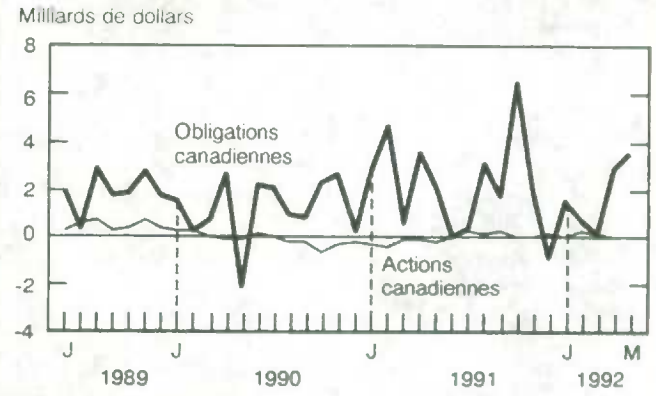
Baisse des investissements des non-résidents en valeurs mobilières canadiennes

En mai, les non-résidents ont acheté des valeurs mobilières canadiennes d'une valeur nette de 1,6 milliards de dollars, ce qui représente moins de la moitié de la somme de 3,3 milliards de dollars investie en moyenne au cours de chacun des trois mois précédents. La baisse des achats de valeurs mobilières effectués par les non-résidents découlait principalement de leur désinvestissement sur le marché monétaire canadien.

Les non-résidents ont continué de faire des achats nets massifs d'obligations canadiennes, cette fois pour une valeur de 3,4 milliards de dollars, ce qui représente leur plus important placement net à ce chapitre en sept mois. Sur le marché primaire, il s'est vendu pour 3,7 milliards de dollar de nouvelles obligations, ce qui représente un montant presque égal à l'importante moyenne mensuelle de 3,8 milliards de dollars enregistrée l'an dernier. Les deux tiers des nouvelles obligations ont été émises par les provinces et leurs entreprises de même que par les sociétés.

(suite à la page 2)

Opérations en valeurs mobilières



STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
JUL 24 1992

... Baisse des investissements des non-résidents en valeurs mobilières canadiennes

Sur le marché secondaire, c'est à nouveau dans les valeurs de l'administration fédérale que les non-résidents ont investi la majorité d'une valeur nette de 1,3 milliard de dollars. De cette somme, ils ont placé 0,5 milliard de dollars nets dans les titres des provinces et de leurs entreprises. Les principaux acheteurs nets (1 milliard de dollars) ont été les résidents européens, puis ceux des États-Unis (0,3 milliard de dollars). En mai, la valeur brute des opérations avec les non-résidents s'est accrue de 2 milliards de dollars par rapport à avril, pour atteindre 37 milliards de dollars.

Les non-résidents ont réduit leurs avoirs en effets du marché monétaire canadien de 1,8 milliard de dollars, répétant ainsi le record établi en février 1991. Au cours des trois mois précédents, ils avaient investi en tout sur une base nette 6,2 milliards de dollars à ce titre. Les résidents des pays de la Communauté européenne ont vendu pour 2,1 milliards de dollars (valeur nette) de bons du Trésor du gouvernement du Canada. Les non-résidents ont désinvesti pour une valeur nette de 0,2 milliard de dollars dans tous les autres effets. La valeur totale brute des échanges a atteint un nouveau sommet de 31 milliards de dollars.

Les non-résidents ont réduit leurs avoirs nets en actions canadiennes de 45 millions de dollars en mai, après avoir procédé à un léger désinvestissement de l'ordre de 7 millions de dollars (chiffres révisés) à ce chapitre en avril. La valeur brute des opérations en actions canadiennes avec les non-résidents a diminué de 20 %, pour descendre à 2,5 milliards de dollars, ce qui représente un creux inégalé depuis octobre 1991.

Les résidents canadiens ont continué d'augmenter leurs avoirs nets en valeurs mobilières étrangères en mai, puisqu'ils les ont accrus de 0,7 milliard de dollars. Cette somme, dont 0,5 milliard de dollars ont été placés dans les obligations étrangères et 0,2 milliard de dollars, dans les actions étrangères, était divisée à peu près également entre les titres américains et les titres d'outre-mer. La somme de 4,2 milliards de dollars (valeur nette) investie dans les valeurs mobilières étrangères au cours des cinq premiers mois de 1992 était supérieure aux 3,3 milliards de dollars placés dans ces titres au cours de la même période l'an dernier.

Pour de plus amples renseignements, commander Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières (numéro 67-002 au catalogue) ou communiquer avec la Division de la balance des paiements au (613) 951-1864.

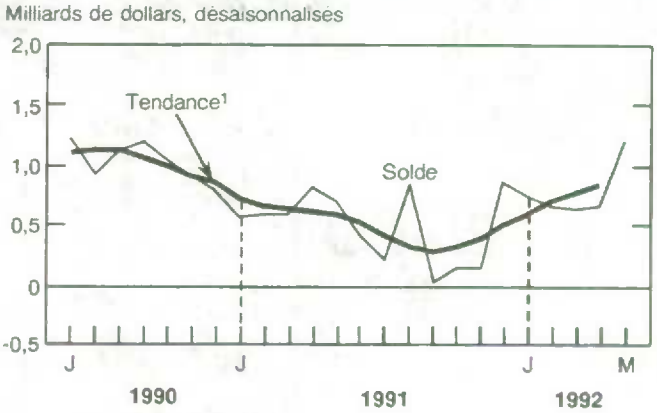
L'excédent commercial du Canada s'accroît

L'excédent commercial du Canada (en chiffres désaisonnalisés), qui était de 646 millions de dollars en avril, est passé à 1,2 milliard de dollars en mai. Cet accroissement s'explique par une forte diminution des importations, accompagnée d'une légère augmentation des exportations.

La valeur désaisonnalisée des exportations a augmenté de 100 millions de dollars en mai, pour atteindre 12,9 milliards de dollars. Cette augmentation est presque entièrement attribuable à l'accroissement des exportations du groupe de marchandises qui connaît des variations assez stables d'un mois à l'autre. Dans ce groupe, la valeur des exportations de machines et de matériel (moins les avions et autres équipements de transport) a augmenté de 125 millions de dollars. La valeur des exportations de produits forestiers s'est accrue de 98 millions de dollars. La composante «autres» machines et équipements a enregistré une augmentation de 184 millions de dollars, laquelle a été en partie atténuée par une diminution de 59 millions de dollars de la composante des machines agricoles et industrielles.

Les exportations de presque tous les groupes de marchandises relativement moins stables ont diminué. En particulier, la valeur des exportations d'avions et d'autres équipements de transport a diminué de 62 millions de dollars, tandis que la valeur des exportations de produits de l'automobile a connu un recul de 19 millions de dollars, pour s'établir à 3,1 milliards de dollars. À noter qu'en dépit de cette augmentation, la valeur des exportations de produits de l'automobile observée au mois de mai était encore de loin supérieure à la moyenne mensuelle de 1991, qui était de 2,7 milliards de dollars.

Solde commercial



¹ *La tendance à court terme représente une moyenne pondérée des données.*

En mai, la valeur désaisonnalisée des importations a diminué de 440 millions de dollars, pour atteindre 11,7 milliards de dollars, ce qui contraste avec l'évolution des derniers mois. Les

(suite à la page 3)

... L'excédent commercial du Canada s'accroît

plus fortes pressions à la baisse sont venues des groupes de marchandises les plus instables. À l'intérieur de ce groupe, ce sont les produits de l'automobile qui ont connu le recul le plus marqué, soit 269 millions de dollars. La valeur des importations de produits de l'énergie a diminué de 127 millions de dollars, le pétrole brut à lui seul ayant perdu 88 millions de dollars. Ces baisses ont été atténuées par un accroissement de la valeur des importations d'avions et autres équipements de transport (en hausse de 77 millions de dollars) et de métaux précieux (en hausse de 16 millions de dollars).

Au sein du groupe stable des marchandises, on a enregistré une diminution de la valeur des importations de produits de l'agriculture et de la pêche (en baisse de 75 millions de dollars), de machines et matériel autres que les avions et les autres équipements de transport (en baisse de 31 millions de dollars) et de biens de consommation divers (en baisse de 61 millions de dollars).

Si on porte attention à la tendance (utilisée pour lisser les fluctuations irrégulières d'un mois à l'autre), on constate que les exportations et les importations de marchandises étaient à la hausse et occupaient respectivement un niveau de 10 % et de 8 % plus élevé que leur creux de mars 1991.

Pour de plus amples renseignements, commander Communiqué préliminaire sur le commerce international (numéro 65-001P au catalogue) ou communiquer avec la Division du commerce international au (613) 951-9647. (Voir aussi le tableau «Tendances actuelles» à la page 9)

Ventes des grossistes toujours en hausse

La valeur désaisonnalisée des ventes des grossistes totalisait 15,6 milliards de dollars en mai, ce qui représente une somme supérieure de 1,1 % à la somme révisée de 15,4 milliards de dollars enregistrée en avril. Cette augmentation survenait après des hausses de 0,8 % en mars et de 0,5 % en avril. Mais en regard du mois de mai 1991, il s'agissait d'un accroissement de 5,3 %.

Les ventes ont connu des résultats mixtes puisqu'elles ont augmenté dans quatre des neuf groupes de grossistes et qu'elles sont demeurées stationnaires dans un autre. Les ventes des grossistes d'aliments, de boissons, de médicaments et de produits du tabac ont augmenté de 3,4 %, tout comme celles des grossistes d'autres machines, matériel et accessoires, alors que les ventes des grossistes de bois d'oeuvre et de matériaux de construction se sont accrues de 3,1 %.

La hausse globale a été modérée par la baisse de 5,3 % des ventes des grossistes de véhicules automobiles, pièces et accessoires, ainsi que par le recul de 2,2 % des ventes des grossistes de métaux, d'articles de quincaillerie, de matériel et d'articles de plomberie et de chauffage. Les ventes des grossistes de machines, matériel et accessoires agricoles ont, elles aussi, diminué de 2,2 %.

Les stocks des grossistes se chiffraient à 24,6 milliards de dollars en mai, ce qui représente une augmentation de 0,5 % par rapport au mois précédent et une hausse de 2,9 % en regard du mois de mai 1991. Le ratio des stocks aux ventes est descendu de 1,59 en avril à 1,58 en mai.

Les ventes des grossistes ont augmenté dans 7 des 10 provinces et dans les territoires, tandis qu'elles ont fléchi en Alberta, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick.

Pour de plus amples renseignements, commander Commerce de gros (numéro 63-008 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'industrie au (613) 951-3540.

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Commerce de détail et commerce de gros, mai 1992
Données désaisonnalisées

	Ventes au détail		Ventes en gros	
	millions de $	variation en %, mois précédent	millions de $	variation en %, mois précédent
Canada	**15 100**	**-0,7**	**15 588**	**1,1**
Terre-Neuve	264	-3,0	164	2,6
Île-du-Prince-Édouard	66	2,3	43	1,8
Nouvelle-Écosse	503	-0,5	357	5,5
Nouveau-Brunswick	387	0,7	249	-0,6
Québec	3 718	-1,1	3 871	1,8
Ontario	5 553	-1,2	6 433	1,0
Manitoba	526	4,0	537	4,0
Saskatchewan	448	0,1	467	2,5
Alberta	1 603	1,2	1 416	-0,9
Colombie-Britannique	1 942	-0,3	2 031	-0,6
Yukon	13	-5,7	20	6,6
Territoires du Nord-Ouest	31	-3,6		

Baisse des ventes au détail

D'après les estimations, la valeur désaisonnalisée des ventes au détail a diminué de 0,7 % en mai, contrebalançant en partie la hausse de 1,0 % observée en avril. Cette valeur a atteint 15,1 milliards de dollars, c'est-à-dire le niveau enregistré au cours de chacun des trois premiers mois de 1992.

Sur la base d'une année à l'autre, les ventes au détail ont fléchi de 1,1 % par rapport à mai 1991, mais leur valeur cumulative pour les cinq premiers mois de 1992 s'est accrue de 0,8 % par rapport à la période correspondante de 1991. Veuillez toutefois noter que les ventes ont été anormalement basses au début de 1991 après l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services.

La faiblesse des ventes réalisées en mai découlait d'un recul généralisé. Des 13 groupes de commerce dont les ventes ont diminué, les pertes les plus importantes (mesurées en dollars) ont été enregistrées par les supermarchés et les épiceries (- 1,3 %), les magasins de meubles et d'appareils ménagers (-3,6 %) et les concessionnaires de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs (- 0,3 %). Ces pertes ont été contrebalancées en partie par une augmentation de 1,9 % des ventes des pharmacies et des magasins de médicaments brevetés.

Les ventes ont diminué dans la moitié des 10 provinces et dans les territoires en mai, mais de fortes hausses ont été observées au Manitoba (4,0 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (2,3 %) et en Alberta (1,2 %).

Pour de plus amples renseignements, commander Commerce de détail (numéro 63-005 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'industrie au (613) 951-3549.

Dépenses en immobilisations plus faibles que prévu

Les dépenses en nouvelles immobilisations devraient totaliser 126,5 milliards de dollars en 1992, ce qui représenterait une baisse de 0,1 % en dollars courants en regard de l'estimation provisoire des dépenses réelles effectuées en 1991 (126,6 milliards de dollars). Cette estimation est inférieure de 3,6 % à celle obtenue lors de la dernière enquête sur les perspectives d'investissement tenue en février. On attribue cette situation aux révisions à la baisse observées dans la plupart des secteurs, lesquelles ont en partie été atténuées par la révision à la hausse qu'ont connu les services commerciaux. Cette dernière révision a porté les dépenses de ce secteur à 10,4 milliards de dollars, ce qui équivaut à une hausse de 3,3 % par rapport à la dernière enquête.

Dans le secteur manufacturier, on estime maintenant que les investissements diminueront de 4,2 %, pour descendre à 16,2 milliards de dollars. Les investissements en immobilisations prévus dans les services publics ont été révisés, pour se chiffrer à 25,3 milliards de dollars. Ces investissements atteignent ainsi un niveau supérieur de 4,6 % par rapport à 1991. C'est le secteur de l'électricité qui a le plus contribué à cette augmentation. Les secteurs du commerce, des finances et des services commerciaux prévoient dépenser 20,4 milliards de dollars en 1992, ce qui représente 6,6 % de moins qu'en 1991. Les promoteurs immobiliers, les hôtels et les grands magasins sont les grands responsables de cette baisse. On s'attend par ailleurs à des hausses dans les services commerciaux et les banques.

Le secteur des mines prévoit diminuer ses dépenses en immobilisations de 16,8 %, pour ainsi les ramener à 6,4 milliards de dollars. Les réductions toucheront les puits de gaz naturel et de pétrole (- 19,2 %) de même que les mines métalliques (- 10,4 %) et les mines non métalliques (- 7,4 %).

En 1992, les dépenses en immobilisations des administrations publiques devraient augmenter de 3,1 % par rapport à 1991 et atteindre ainsi 14,1 milliards de dollars, et ce en raison d'une révision à la baisse de 4,1 % par rapport aux résultats précédents. Les institutions prévoient dépenser 7,4 % de plus que prévu pour investir 5,3 milliards de dollars. Cet argent servira surtout aux projets d'écoles et d'hôpitaux.

Les dépenses dans le secteur de la construction résidentielle devraient augmenter de 4,2 % par rapport à 1991 et ainsi atteindre 34,2 milliards de dollars.

Pour de plus amples renseignements, commander Investissements privés et publics au Canada, perspectives révisées (numéro 61-206 au catalogue) ou communiquer avec la Division des investissements et du stock de capital au (613) 951-2591.

Baisse des livraisons manufacturières et des nouvelles commandes

En mai, la valeur des livraisons des fabricants canadiens, qui atteignait 23,0 milliards de dollars (en chiffres désaisonnalisés), a diminué de 0,5 % par rapport au mois précédent. Cette baisse faisait suite à trois mois successifs d'une augmentation moyenne de 1,4 %. On a enregistré des baisses dans 6 des 22 grands groupes, à eux seuls responsables de 49% de la valeur totale des livraisons. Les industries du matériel de transport, dont la valeur des livraisons a diminué de 4,9 %, explique la plus grande partie de cette diminution, avec des baisses notables au chapitre des véhicules automobiles, pièces et accessoires (- 4,0 %) et des avions (- 15,7 %).

La tendance à court terme permet de lisser les fluctuations mensuelles irrégulières qui ne se maintiennent pas sur une plus longue période. En effectuant une analyse de la tendance, on observe

(suite à la page 5)

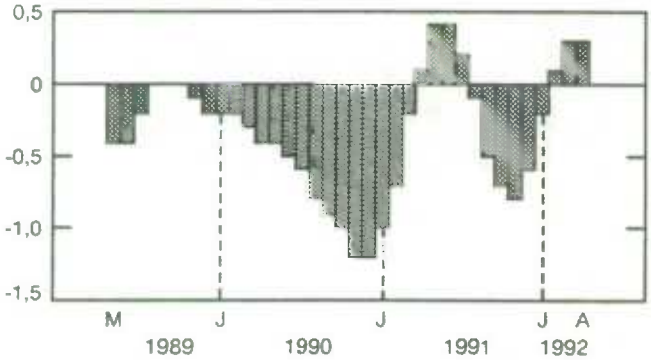
... Baisse des livraisons manufacturières et des nouvelles commandes

que les livraisons ont augmenté pour un troisième mois consécutif. Les livraisons du groupe des véhicules automobiles, pièces et accessoires, en particulier, ont monté en flèche. Celles du groupe des produits raffinés du pétrole et du charbon et celles du groupe du bois ont en outre fortement augmenté. Huit groupes d'industries ont connu des tendances à la baisse, mais chaque groupe a connu un rythme de ralentissement progressif. Les industries des produits électriques et électroniques, les industries de la première transformation des métaux et les industries de la fabrication des produits métalliques figurent parmi celles qui ont connu les baisses les plus marquées.

Les commandes en carnet des fabricants sont celles qui, si elles ne sont pas annulées, sont à l'origine des livraisons futures. En baisse pour un septième mois consécutif, la valeur des commandes en carnet a diminué de 2,3 %, pour tomber à 21,7 milliards de dollars. Cette fois encore, le recul le plus marqué a été enregistré par le groupe du matériel de transport (- 3,6 %), principalement à cause des annulations enregistrées dans le secteur de l'aéronautique.

Livraisons

Variation mensuelle de la tendance en pourcentage, données désaisonnalisées



Note: La tendance à court terme représente une moyenne pondérée des données.

Livraisons manufacturières, mai 1992
Données non désaisonnalisées

Province	Total	
	millions de dollars	Variation en %, année précédente
Canada	**24 080**	**-4,4**
Terre-Neuve	122	-8,6
Île-du-Prince-Édouard	49	-7,4
Nouvelle-Écosse	432	-2,8
Nouveau-Brunswick	423	-14,2
Québec	5 572	-5,6
Ontario	12 806	-4,3
Manitoba	553	1,5
Saskatchewan	346	-5,6
Alberta	1 676	-3,8
Colombie-Britannique	2 097	-1,1

La valeur des nouvelles commandes est la valeur totale des livraisons du mois visé, à laquelle on ajoute la variation de la valeur des commandes en carnet. La valeur des nouvelles commandes a diminué de 2,4 % en mai, pour passer à 22,5 milliards de dollars, soit la première baisse enregistrée après trois mois d'augmentation ininterrompue. La tendance des nouvelles commandes est toutefois à la hausse depuis février.

La valeur des stocks s'est légèrement accrue en mai, soit de 0,1 %, pour s'établir à 34,2 milliards de dollars. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par les industries du bois (2,6 %), des produits chimiques (0,5 %) et des aliments (0,5 %). Les stocks suivent une tendance à la baisse depuis 1990, laquelle a ralenti au cours des 11 derniers mois.

Le ratio des stocks aux livraisons est passé de 1,48 en avril à 1,49 en mai. La tendance, qui n'avait pas changé d'août 1991 à janvier 1992, a chuté de façon constante depuis février.

Pour de plus amples renseignements, commander L'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières ou communiquer avec la Division de l'industrie au (613) 951-9832. (Voir aussi le tableau «Tendances actuelles» à la page 9)

L'IPC enregistre sa plus faible augmentation en 30 ans

L'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) pour le Canada (1986 = 100) est monté à 128,1 en juin, ce qui représente une augmentation de 1,1 % par rapport à juin 1991. Cette dernière hausse équivalait à la plus petite variation d'une année à l'autre enregistrée depuis mai 1962, où l'augmentation avait été de 0,8 %.

De mai à juin, l'indice d'ensemble s'est accru de 0,2 %, soit au même rythme qu'en mai. Quatre des sept composantes principales de l'indice ont augmenté, tandis que celles du logement et de l'habillement ont chuté et que celle des loisirs, de la lecture et de la formation est restée stable.

La composante des aliments a augmenté de 0,8 % en juin, après avoir baissé de 0,2 % en mai. L'indice des aliments achetés au magasin a

(suite à la page 6)

...L'IPC enregistre sa plus faible augmentation en 30 ans

augmenté de 1,1 %, mais celui des aliments achetés au restaurant n'a pas changé. La hausse de l'indice des aliments achetés au magasin est due dans une large mesure à l'augmentation de 8,5 % qu'a connu l'indice des fruits frais. Un autre élément à avoir exercé une pression à la hausse sur les prix des aliments a été le renchérissement des produits de la viande (0,9 %), du lait entier de consommation (1,5 %), du lait à faible teneur en matière grasse (1,1 %), des céréales pour petit déjeuner (2,2 %) et des boissons gazeuses.

En dépit de la progression observée en juin, la composante des aliments était dans l'ensemble de 2,2 % inférieure au niveau atteint un an auparavant et l'indice des aliments achetés au magasin, de 3,9 % plus faible. Par contre, l'indice des aliments achetés au restaurant s'est accru de 1,7 % par rapport à son niveau de l'année précédente.

Les autres composantes qui ont fait augmenter l'IPC d'ensemble en juin étaient celles du transport (en hausse de 0,9 %) et celle des produits du tabac et des boissons alcooliques (en hausse de 0,3 %). L'augmentation de la composante du transport est attribuable en majeure partie à la troisième augmentation consécutive des prix de l'essence, qui cette fois était de l'ordre de 3,4 %. Néanmoins, il s'agissait du neuvième mois d'affilée où les prix de l'essence étaient plus faibles que leur niveau de l'année précédente. Les prix des cigarettes et des autres produits du tabac ainsi que ceux des boissons alcooliques servies dans les débits de boissons ont augmenté de seulement 0,1 %. Les prix des boissons alcooliques achetées au magasin ont augmenté davantage (0,7 %) en raison de l'augmentation des droits de volume et des prix demandés par les fournisseurs de certaines provinces pour la bière et le vin.

La composante du logement a chuté de 0,1 %. Des augmentations de prix ont été observées au chapitre des loyers (0,2 %) et des meubles (1,0 %). Elles ont été largement contrebalancées par le recul des coûts des intérêts hypothécaires (- 0,2 %), la diminution des frais d'interurbain (- 2,1 %) consécutive aux réductions de tarifs offertes en Alberta et la baisse des prix des textiles domestiques (- 2,3 %) qu'a entraînée les rabais offerts par quelques grands magasins.

La composante de l'habillement a diminué en juin pour le troisième mois de suite, soit de 0,5 %. Les prix des vêtements pour hommes et pour filles ont baissé (de 1,4 % et de 1,1 % respectivement), tandis que les prix des vêtements pour femmes et pour garçons ont augmenté modérément (de 0,2 % et de 0,1 % respectivement).

Pour de plus amples renseignements, commander L'Indice des prix à la consommation (numéro 62-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des prix au (613) 951-9606. (Voir aussi le graphique «Tendances actuelles» à la page 9)

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage, juin 1992/1991 *

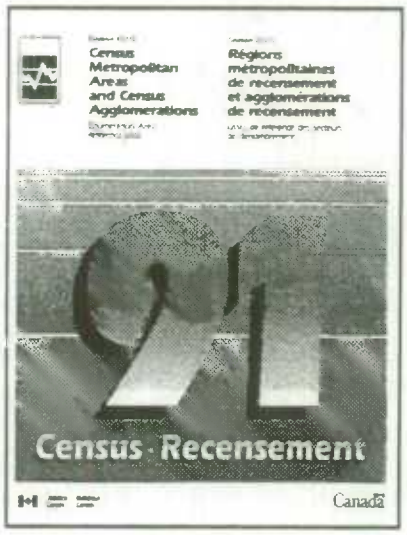
Province /territoire	Ensemble	Aliments	Transports	Ensemble sans les aliments et l'énergie	Habitation
Canada	**1,1**	**-2,2**	**3,2**	**1,9**	**1,2**
Terre-Neuve	0,9	-3,1	3,2	1,8	0,1
Île-du-Prince-Édouard	0,6	-2,5	3,5	1,7	0,2
Nouvelle-Écosse	1,0	-1,7	4,2	1,6	0,5
Nouveau-Brunswick	0,6	-0,8	3,9	1,0	0,4
Québec	1,4	-2,5	3,2	2,4	1,5
Ontario	0,5	-2,8	2,1	1,2	1,0
Manitoba	1,2	-1,9	3,3	1,7	1,4
Saskatchewan	0,9	-3,0	6,0	1,2	0,4
Alberta	1,4	-1,4	4,8	1,9	1,2
Colombie-Britannique	2,2	-0,3	5,3	3,2	1,3
Yukon	0,7	-3,0	1,7	1,6	1,9
Territoires du Nord-Ouest	0,9	-2,1	2,0	1,2	1,4

* *Données non désaisonnalisées*

PUBLICATIONS PARUES DU 17 AU 23 JUILLET 1992

Division/Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro/Abonnement Canada (CAN $)	États-Unis	Autres pays
				US $	
AGRICULTURE					
Indice des prix des produits agricoles	mai 1992	62-003	7,10/71	8,50/85	9,90/99
La revue laitière	mai 1992	23-001	12,20/122	14,60/146	17,10/171
ANALYSE ÉCONOMIQUE DE CONJONCTURE					
L'Observateur économique canadien	juillet 1992	11-010	22/220	26/260	31/310
L'Observateur économique canadien – Supplément statistique historique	1991-1992	11-210	27	32	38
COMMERCE INTERNATIONAL					
Communiqué préliminaire sur le commerce international du Canada	mai 1992	65-001P	10/100	12/120	14/140
ENQUÊTES-MÉNAGES					
La population active	juin 1992	71-001	17,90/179	21,50/215	25,10/251
INDUSTRIE					
Bulletin trimestriel - disponibilité et écoulement d'énergie au Canada	1991 IV	57-003	31,75/127	38/152	44,50/178
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	mai 1992	31-001	17,30/173	20,80/208	24,20/242
Fer et acier primaire	mai 1992	41-001	5/50	6/60	7/70
Guide statistique de l'énergie	juillet 1992	57-601	300	360	420
Huiles et corps gras	mai 1992	32-006	5/50	6/60	7/70
Production mensuelle de boissons gazeuses	juin 1992	32-001	2,70/27	3,20/32	3,80/38
Produits pétroliers raffinés	avril 1992	45-004	18,20/182	21,80/218	25,50/255
RECENSEMENT					
Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Provinces de l'Atlantique; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-314	25	30	35
Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Québec; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-315	25	30	35
Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Ontario; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-316	25	30	35
Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Provinces de l'Ouest et territoires; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-317	30	36	42
Secteurs de recensement; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-312	35	42	49
Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement; Liste de référence des secteurs de dénombrement. Recensement de juin 1991	1991	92-313	30	36	42
SERVICES, SCIENCE ET TECHNOLOGIE					
Bulletin de service Statistique des sciences: Dépenses totales au titre de la recherche et du développement au Canada, vol.16, nº 3	1971 à 1992	88-001	7,10/71	8,50/85	9,90/99

NOUVEAUTÉS DE STATISTIQUE CANADA



Recensement de 1991: série Liste de référence des secteurs de dénombrement

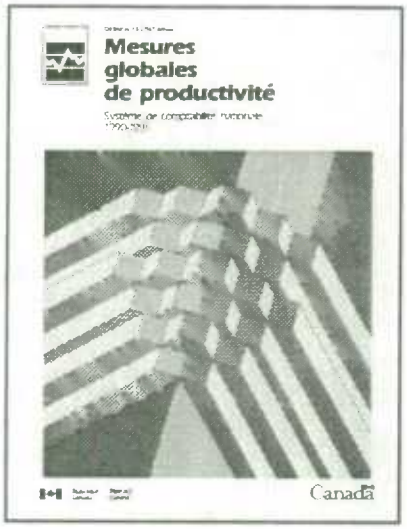
Six des sept publications réunies sous la série *Liste de référence des secteurs de dénombrement* sont maintenant offertes. Un secteur de dénombrement constitue la plus petite unité géographique pour laquelle on peut habituellement obtenir des données du recensement. La série présente les renseignements selon les régions et les unités géographiques.

Secteurs de recensement (92-312, 35 $) dresse la liste des 25 régions métropolitaines de recensement (RMR) et des 14 agglomérations de recensement (AR) du Programme des secteurs de recensement, ainsi que des secteurs de recensement (SR) et des secteurs de dénombrement à l'intérieur de chaque SR.

Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement (92-313, 30 $) présente les 25 régions métropolitaines de recensement (RMR) et les 115 agglomérations de recensement (AR) du Canada et illustre les secteurs de dénombrement à l'intérieur des RMR et des AR.

Les quatre publications suivantes présentent les divisions etsubdivisions de recensement du Canada, de même que les secteurs de dénombrement qui les composent: *Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Provinces de l'Atlantique* (92-314, 25 $); *Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Québec* (92-315, 25 $); *Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Ontario* (92-316, 25 $); et *Divisions de recensement et subdivisions de recensement – Provinces de l'Ouest et territoires* (92-317, 30 $).

On peut obtenir plus d'informations en communiquant avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près de chez soi.



Mesures globales de productivité

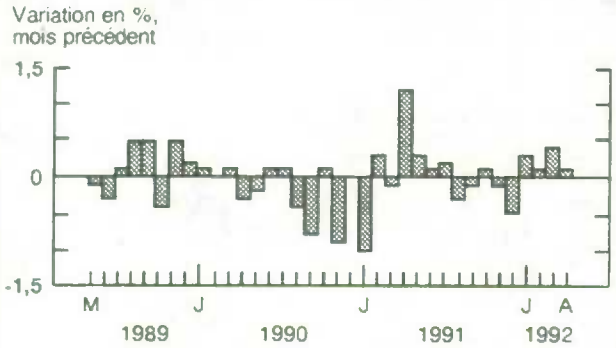
L'édition de 1990-1991 de *Mesures globales de productivité* vient tout juste de paraître. Elle présente les plus récentes données sur la productivité du travail et une mise à jour des données sur la productivité multifactorielle pour la plupart des industries du secteur des entreprises. Plusieurs nouveaux graphiques accompagnent maintenant les tableaux statistiques afin d'aider le lecteur à mieux observer l'évolution des principales séries chronologiques depuis 1961.

En outre, les faits saillants présentent une analyse de la performance récente des industries canadiennes en matière de productivité et des coûts unitaires de main-d'oeuvre. Cette analyse tente entre autres de répondre aux questions touchant le ralentissement de la productivité observé au cours des dernières années et de présenter également un aperçu à long terme de la performance du Canada en matière de productivité.

Commander l'édition de 1990-1991 de Mesures globales de productivité qui est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquer avec Aldo Diaz (613-951-3687), Division des entrées-sorties.

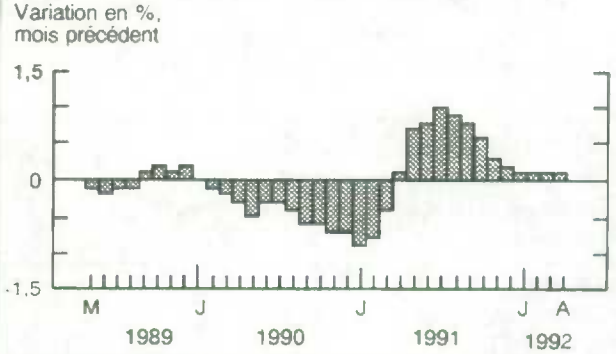
LES TENDANCES ACTUELLES

Produit intérieur brut



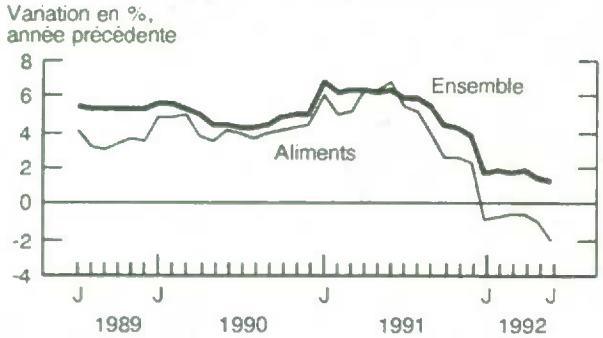
Le produit intérieur brut réel aux coûts des facteurs s'est hissé de 0,1 % en avril, après avoir augmenté de 0,4 % en mars.

Indicateur avancé composite



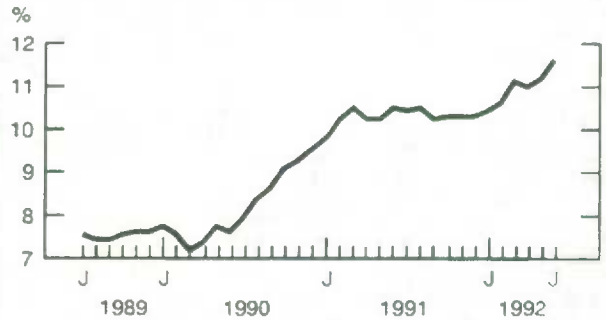
L'indicateur avancé composite a enregistré une quatrième hausse consécutive de 0,1 % en avril.

Indice des prix à la consommation



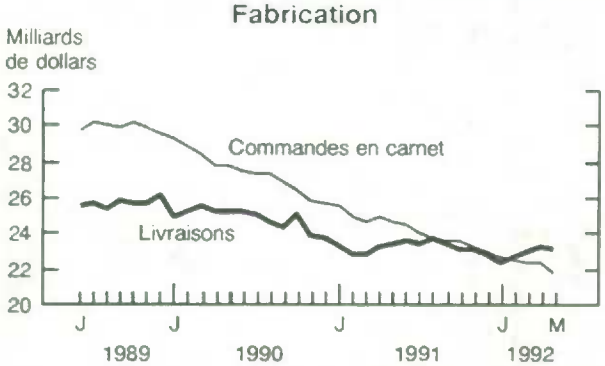
En juin, l'indice d'ensemble des prix à la consommation augmentait de 1,1 % d'une année à l'autre tandis que l'indice des prix des aliments diminuait de 2,2 %.

Taux de chômage



Le taux de chômage est monté de 0,4% point en juin pour s'élever à 11,6, un niveau inégalé depuis près de huit ans.

Fabrication



La valeur des livraisons des fabricants canadiens a diminué de 0,5 % en mai pour atteindre 23,0 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 2,3 % pour atteindre 21,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

En mai, la valeur désaisonnalisée des importations a chuté de 440 millions de dollars tandis que celle des exportations a augmenté de 100 millions de dollars.

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.*

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010099160

RNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation annuelle
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de $ de 1986)	avril	506	0,1 %	0,7 %
Indicateur avancé composite (1981 = 100)	avril	144,3	0,1 %	5,7 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de $)	1er trim.	10,4	5,1 %	-11,9 %
DEMANDE DOMESTIQUE				
Ventes au détail (milliards de $)	mai*	15,1	-0,7 %	-1,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	98,3	-1,1 %	-11,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juin	12,2	0,2 %	-0,9 %
Taux de chômage (%)	juin	11,6	0,4	1,1
Taux d'activité (%)	juin	65,8	0,4	-0,7
Revenu du travail (milliards de $)	avril	32,2	0,1 %	2,3 %
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	avril	545,85	0,4 %	3,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations – Base douanière (milliards de $)	mai*	12,9	0,8 %	10,1 %
Importations – Base douanière (milliards de $)	mai*	11,7	-3,6 %	6,4 %
Balance du commerce extérieur (milliards de $)	mai*	1,2	0,54	0,49
FABRICANTS				
Livraisons (milliards de $)	mai*	23,0	-0,5 %	-1,6 %
Nouvelles commandes (milliards de $)	mai*	22,5	-2,4 %	-2,3 %
Commandes en carnet (milliards de $)	mai*	21,7	-2,3 %	-11,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai*	1,49	0,01	-0,07
Taux d'utilisation de la capacité (%)	1er trim.	69,8	-0,5	-0,4
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	juin*	128,1	0,2 %	1,1 %
Indice des prix des produits industriels (1986=100)	mai	108,5	0,5 %	-0,2 %
Indice des prix des matières brutes (1986=100)	mai	106,2	3,1 %	3,1 %
Indice des prix des maisons neuves (1986=100)	mai	134,2	0,1 %	-0,1 %

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de la rémunération hebdomadaire moyenne et des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*

I•N•F•O•M•A•T

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications Statistique Canada.

Rédacteur en chef : Greg Thomson (613) 951-1116
Rédactrices : Louise Larouche, Monica Song (613) 951-1197

Immeuble R.H.-Coats, Parc Tunney, Ottawa (Ont.), K1A 0T6.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 2,50 $ l'exemplaire, 125 $ par année; États-Unis : 3 $ US l'exemplaire, 150 $ US par année; Autres pays : 3,50 $ US l'exemplaire, 175 $ US par année. Aux clients canadiens: veuillez ajouter 7% de TPS. Abonnements : envoyer un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou communiquer avec Vente des publications au 1-800-267-6677.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.